

# Élections législatives en République tchèque

## 28 et 29 mai 2010

**ANALYSE**

un mois avant  
le scrutin

Le 5 février, le Président tchèque Vaclav Klaus annonçait que les prochaines élections législatives se dérouleraient les 28 et 29 mai 2010.

5 053 candidats, dont un quart de femmes, représentant 27 partis politiques sont en lice (soit +1 par rapport au précédent scrutin législatif des 2 et 3 juin 2006), 15 seulement étant présentes dans les 14 régions du pays (22 à Prague).

Ces élections législatives sont primordiales pour les deux « *grands* » partis politiques – le Parti démocrate-civique (ODS) et le Parti social-démocrate (CSSD) – comme pour leurs leaders, Petr Necas (qui vient de remplacer Mirek Topolánek) et Jiri Paroubek. « *L'année 2010 aura une grande importance parce que les élections législatives, comme plus tard les sénatoriales, vont également décider de la représentation des forces avant le scrutin présidentiel de 2013* » indique le politologue Petr Just. En effet, un tiers de la Chambre haute tchèque sera renouvelé à l'automne prochain.

### Le système politique tchèque

Le Parlement tchèque bicaméral comprend la Chambre des députés et le Sénat. Ce dernier compte 81 membres élus pour 6 ans au scrutin uninominal majoritaire à 2 tours et renouvelables par tiers. Le choix de ce mode de scrutin répond à la volonté des rédacteurs de la Constitution, et notamment à celle de l'ancien Président de la République (1993-2003), Vaclav Havel, de rendre plus aisée l'élection de personnalités indépendantes et solidement établies au sein des circonscriptions. Le Sénat reste toutefois une institution méconnue dans le pays et dont le renouvellement mobilise peu les électeurs.

La Chambre des députés compte 200 députés élus pour 4 ans au scrutin plurinominal de circonscription dans lequel la répartition des voix s'effectue au plus fort reste. Tout parti doit recueillir un minimum de 5% des suffrages exprimés pour pouvoir y être représenté.

5 partis politiques sont actuellement représentés à la Chambre des Députés :

- Le Parti démocrate-civique (ODS), fondé par l'actuel Président, Vaclav Klaus, et dirigé depuis mi-avril par

Petr Necas qui a remplacé l'ancien Premier ministre (2006-2009) Mirek Topolánek, compte 81 députés ;

- Le Parti social-démocrate (CSSD), conduit par l'ancien Premier ministre (2005-2006) Jiri Paroubek, possède 74 sièges ;

- Le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM), héritier du Parti communiste de la République socialiste de Tchécoslovaquie et dernière formation communiste non réformée d'Europe centrale, dirigé par Vojtech Filip, compte 26 députés ;

- L'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL), située à droite sur l'échiquier politique et conduite par Cyril Svoboda, possède 13 sièges ;

- Le Parti des Verts (SZ), fondé en 1990 et dirigé par Ondrej Liska, compte 6 députés.

### Un Parti démocrate-civique en plein questionnement

Le 20 mars, le leader de l'ODS et candidat au poste de Premier ministre, Mirek Topolánek, a accordé une interview dans laquelle il expliquait les faiblesses -tout au moins leur tendance à « *laisser tomber les choses quand une situation devient difficile* » - du ministre des Transports Gustav Slamečka par le fait qu'il soit

homosexuel et du Premier ministre Jan Fischer par le fait qu'il soit juif. Dans cet entretien, il accusait également les églises de « *laver les cerveaux des croyants pour mieux les dominer* » et suggérait « *d'enfermer les mangeurs de porc-chou-quenelles (plat national tchèque) que sont les électeurs sociaux-démocrates et de leur botter le derrière* ». Mirek Topolánek s'est excusé par la suite d'avoir tenu de tels propos qui auraient été sortis de leur contexte et mal interprétés. Le 25 mars, il a du cependant abandonner sa candidature comme tête de liste de la 2<sup>e</sup> ville du pays, Brno et le 12 avril, il a démissionné du poste de leader de l'ODS.

Mirek Topolánek, premier Chef du gouvernement à tomber après un vote de défiance du Parlement en 2009, n'en est pas à sa première bourde entre attaques de journalistes et déclarations vulgaires et controversées. Au printemps 2009, les Tchèques avaient peu apprécié de le découvrir nu et entouré de femmes dans la propriété sarde du Président du Conseil italien Silvio Berlusconi ou d'apprendre que l'été de cette même année, il avait passé des vacances en Toscane accompagné d'industriels et de financiers tchèques. L'ancien Premier ministre (2006-2009) avait annoncé qu'il quitterait ses fonctions si son parti perdait les élections législatives des 28 et 29 mai prochain mais son remplacement était prévu depuis longtemps par un parti rongé par les divisions. Début avril, Petr Nečas, n°2 du parti, lui a succédé. Si ce changement de leader peut paraître périlleux à quelques semaines du scrutin, il pourrait, selon le politologue Jiri Pehe, redonner de l'énergie et une meilleure image à l'ODS.

Le Parti démocrate-civique, qui a introduit en 2008 l'impôt à taux unique de 15% pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, s'interroge sur une hausse de celui-ci. L'ODS souhaiterait l'établissement d'un taux unique de TVA (le taux normal est de 19% et le taux réduit de 9%), ce qui contribuerait à augmenter les prix et à alourdir le fardeau pesant sur les plus pauvres. Pour compenser cette augmentation, le parti envisage de revoir le système fiscal et de taxer davantage les plus riches, notamment en augmentant la taxe immobilière. « *Les riches doivent participer d'une façon ou d'une autre au sacrifice national alors que les*

*augmentations des taxes et de la TVA affecte les plus pauvres* » avait déclaré Mirek Topolánek.

L'ODS prévoit un retour à l'équilibre budgétaire en 2017. « *La société tchèque est menacée, comme en 1948 lorsque les communistes ont pris le pouvoir avec la défaite de la liberté. Dans la période post-Deuxième Guerre mondiale, les communistes affirmaient que les spéculateurs et les riches paysans étaient responsables de la misère ; désormais, les populistes disent que les libéraux et le marché sont responsables de la récession. Après la guerre, le salut devait venir de la nationalisation des moyens de production. De nos jours, les amis de l'oppression et de l'irresponsabilité voient la solution dans l'amoncellement des dettes* » affirmait Mirek Topolánek, le 24 février dernier lors de la conférence sur les crimes du régime communiste.

Le Parti démocrate-civique apparaît plus divisé et plus incertain de son positionnement et de son avenir que jamais. Le remplacement de Mirek Topolánek n'a pas résolu les problèmes de leadership. L'ODS a été déstabilisée par la création du parti, TOP 09, qui tente d'attirer les électeurs de droite et de se positionner comme une alternative libérale. « *Le Parti démocrate-civique n'a pas besoin du Parti social-démocrate pour perdre les élections* » affirme l'analyste politique Bohumil Pěcinka, qui ajoute que « *les manoeuvres actuelles qui se font jour au sein du parti sont la garantie d'un échec tel qu'il n'en a encore jamais connu* ».

Mi avril, Petr Nečas a menacé de cesser de soutenir le gouvernement de Jan Fischer où, à la suite du départ de 3 ministres du Parti des Verts, le Parti social-démocrate est désormais majoritaire. « *Il n'y a pas de raison que le Parti démocrate-civique soutienne un gouvernement où Jiri Paroubek a, de fait, la majorité* » a-t-il déclaré, demandant que l'ODS obtienne le droit de nommer des ministres aux postes vacants.

### Nouveaux venus à droite

Devancé par le Parti social-démocrate dans les enquêtes d'opinion, le Parti démocrate-civique peut-il envisager de gouverner en s'alliant par exemple avec d'autres partis si ses adversaires de gauche ne remportent pas la majorité absolue ? Vers quels partenaires peut-il se tourner ?

En juin 2009, l'ODS, et son leader Mirek Topolánek, ont convaincu l'ancien ministre des Finances, Miroslav Kalousek, leader du KDU-CSL, de quitter son parti pour en fonder un nouveau. 3 des 7 députés centristes ont suivi ce dernier et se sont regroupés dans un mouvement appelé Open Democracy Club, puis TOP 09. Le parti, clairement positionné sur la droite de l'échiquier politique, est dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2009), Karel Schwarzenberg.

TOP 09 prône une politique plus favorable aux entreprises. Il soutient une dérégulation de l'économie et veut réduire les aides sociales et les allocations chômage. « *Nous n'offrons pas de nouveaux bénéfices ou des dégrèvements fiscaux et nous ne formulons aucune promesse que nous ne pourrions tenir* » a déclaré le fondateur du parti, Miroslav Kalousek.

Soutenu par le Mouvement des maires et des indépendants, TOP 09 est particulièrement apprécié des électeurs traditionnellement proches de l'ODS. « *Dans toute l'histoire de la République tchèque, depuis la révolution de velours de 1989, il y a toujours eu une place pour les petits partis politiques sur l'aile droite du spectre politique. Ces partis ont toujours eu la possibilité d'accéder à la Chambre des députés et d'y compléter le grand parti de droite présent depuis le début des années 2000 à savoir le Parti démocrate-civique. Et si l'on s'en tient aux enquêtes d'opinion, il semble que TOP 09 soit en mesure de récolter plus de 5% des suffrages et qu'il pourrait donc jouer ce rôle* » analyse le politologue Petr Just.

Fondé en 2001 comme un groupe local et dirigé par l'ancien journaliste Radek John, Affaires publiques (VV) connaît un regain à quelques semaines des élections. Le parti VV mène le combat contre les « *dinosaures politiques* » (expression qui regroupe aussi bien Jiri Paroubek que Mirek Topolánek) et la corruption. Il a indiqué qu'il ne ferait alliance avec aucun des deux « *grands* » parti tant que ceux-ci ne se seront pas débarrassés de leurs leaders totalement discrédités. Le parti demande le respect des critères de Maastricht pour l'adoption de l'euro, une réforme du secteur de la santé et du système social tchèque, une augmentation des dépenses en faveur de l'éducation et l'adoption d'une véritable stratégie anti-corruption. Radek John est par ailleurs, selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'insti-

tut STEM mi avril, l'homme politique le plus populaire du pays avec 61% d'opinions positives. Il est suivi par l'ancien ministre des Finances (2002-2004 et 2005-2006) Bohuslav Sobotka (CSSD) qui recueille 50%, Karel Schwarzenberg obtient 43% et le nouveau leader de l'ODS, Petr Necas (40%).

Le Président Vaclav Klaus a mis en garde les électeurs en leur demandant de se méfier de la nouveauté et de réfléchir avant de voter pour un parti nouvellement créé. « *La situation est complètement inédite. Jusqu'à récemment, les gens savaient plus ou moins pour qui voter et les préférences partisans étaient stables. Maintenant tout a changé et la situation est à haut risque* » a affirmé le chef de l'État.

### **2010, année du Parti social-démocrate ?**

Le Parti social-démocrate a choisi de dénoncer les mesures mises en place durant les trois années où le Parti démocrate-civique a été au pouvoir (2006-2009) : réductions des allocations de sécurité sociale, franchises médicales introduites en janvier 2008 qui obligent les patients à s'acquitter de 30 couronnes lors de chaque consultation (90 couronnes pour une visite chez le médecin en dehors des horaires), 30 couronnes également pour chaque prescription et 60 couronnes pour chaque journée d'hospitalisation. Sont exclus de cette mesure les bébés lorsqu'ils sont encore à la maternité et les enfants de moins de 18 ans qui doivent subir une opération chirurgicale. Le CSSD s'est engagé à annuler ces franchises médicales. La dénonciation de ces mesures lui avait permis de remporter les dernières élections régionales des 17 et 18 octobre 2008.

Le CSSD promet également d'augmenter l'allocation maternité et les remboursements santé perçus par les retraités. Ancien ministre de la Santé (2005-2006), David Rath (CSSD) affirme que les frais médicaux n'ont pas eu les effets escomptés et avertit que si l'ODS remporte les élections, il formera une coalition avec TOP 09 et que les frais médicaux seront alors indexés. Les sociaux-démocrates se sont également engagés à réduire les honoraires de pharmacie et à réintroduire le paiement de l'arrêt maladie dès les trois premiers jours de cessation du travail.

Le CSSD souhaite également diminuer le nombre de compagnies d'assurance santé et les transformer en compagnies publiques et en organisations à but non lucratif. Actuellement, la République tchèque compte 9 compagnies d'assurance, VZP étant la plus importante d'entre elles. Selon David Rath, cette mesure permettrait d'économiser 4 à 5 milliards de couronnes. Le parti a promis de réguler les prix de l'énergie, des télécoms et des services bancaires. Il devrait augmenter les impôts et réintroduire la progressivité de l'impôt sur le revenu et fixer à 38% le taux d'imposition des personnes gagnant plus de 1,2 million de couronnes par an. Le CSSD souhaite également revenir à la progressivité de la taxe sur l'héritage au-delà de 10 millions de couronnes et augmenter l'impôt sur l'alcool et le tabac. En matière de lutte contre la corruption, les sociaux-démocrates ont promis de renouveler la police financière et de dresser la liste des entreprises suspectées de corruption. Ils ont indiqué qu'ils auront recours aux services de Joseph Wolfinger, ancien directeur adjoint du FBI, et de Steve Pomerantz, ancien chef de l'unité du contreterrorisme au FBI, pour les aider dans leur lutte contre la criminalité financière.

L'actuel ministre de l'Intérieur Martin Pecina conduira la liste du CSSD à Prague. Martin Pecina pourrait d'ailleurs conserver son poste au gouvernement en cas de victoire du CSSD. Outre l'actuel ministre, Jiri Paroubek pourrait s'entourer de l'ancien ministre de la Santé, David Rath, qui retrouverait son poste, de Bohuslav Sobotka qui pourrait prendre en charge les Finances, de Zdenek Skromach, vice-président du Parti depuis 2001 et ancien ministre des Affaires sociales (2002-2006), de Lubomir Zaoralek, ancien porte-parole de la Chambre des députés (2002-2006) qui serait nommé aux Affaires étrangères, de Milan Urban, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, et de Michal Hasek, gouverneur régional de Moravie du Sud. L'économiste Jan Svejnar, ancien conseiller économique du Président Vaclav Havel de 1994 à 2003 et du Premier ministre Vladimir Spidla (CSSD) entre 2002 et 2004 mais aussi candidat malheureux à la Présidence de la République face à Vaclav Klaus en 2008, pourrait être nommé à l'Éducation. Enfin, Jan Kohout, actuel ministre des Affaires étrangères, pourrait être en charge des Affaires européennes.

« *Nous préférons coopérer avec les partis centristes, et tout d'abord avec l'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple. C'est ce que les électeurs souhaitent. Une grande partie de nos électeurs ne veulent pas de coalition avec les communistes* » répète Jiri Paroubek. Beaucoup de membres du parti sont toutefois opposés à une telle coalition. En mars, Jiri Paroubek affirmait qu'un gouvernement minoritaire constituait la meilleure solution en cas de victoire du CSSD.

Vojtech Filip (KSCM) répète que le CSSD s'apprête à former une coalition avec l'ODS comme c'est déjà le cas dans plusieurs régions. Mirek Topolánek n'a de cesse de dénoncer le fait que les sociaux-démocrates vont gouverner avec les communistes et rappelle que les électeurs n'auront aucun moyen de refuser cette coopération après les élections. Enfin, Jiri Paroubek affirme que si la gauche (CSSD et KSCM) n'obtient pas la majorité, son parti sera en mesure de former le prochain gouvernement. En bref, à un mois du scrutin, tout semble possible : de l'alliance du CSSD avec le KSCM à une grande coalition alliant CSSD et ODS.

Le Parti social-démocrate et le Parti communiste de Bohême et Moravie sont à la fois des alliés qui ont chacun besoin l'un de l'autre et des rivaux qui se menacent l'un l'autre. Vojtech Filip a contribué à rendre le KSCM plus pragmatique, à lui donner une légitimité et à le rapprocher du CSSD, cherchant résolument à le faire sortir de l'ostracisme dont il est victime depuis la révolution de velours de 1989. Jiri Paroubek a mené une politique inverse depuis 2006, année où il a pris la tête du CSSD. Il n'empêche que l'espace entre les deux partis s'est rétréci au fil des années.

Jiri Paroubek a cependant davantage besoin du KSCM que le leader communiste du CSSD. Le KSCM devrait cependant se montrer exigeant (et exercer une pression permanente) en échange de son soutien à un gouvernement social-démocrate minoritaire. Rappelons que les sociaux-démocrates se sont engagés en 1995 à ne pas coopérer au niveau national avec le KSCM par la résolution de Bohumin, nom de la ville dans laquelle se tenait le congrès du CSSD.

S'il répète qu'il n'aura pas besoin du Parti communiste de Bohême et Moravie, Jiri Paroubek n'a jamais clairement exclu toute coopération avec le KSCM. « *Je*

*préfèrerais un gouvernement de centre gauche, un gouvernement minoritaire est une autre solution possible. Je ne compte pas sur les communistes pour le gouvernement* » a-t-il déclaré, sans préciser toutefois quels pourraient atteindre les soutiens d'un éventuel gouvernement minoritaire... Les analystes politiques ne semblent pas croire à la formation d'une grande coalition droite-gauche, difficile à imaginer au sortir d'un an d'un gouvernement dirigé par des experts apolitiques.

Un nouveau parti est apparu sur la gauche de l'échiquier politique. L'ancien Premier ministre (1998-2002) Milos Zeman, qui s'était retiré en 2003 après son échec à l'élection présidentielle où il avait été battu par Vaclav Klaus, a fondé en octobre dernier le Parti des droits du citoyen (SPO). « *Je ne voulais pas être candidat mais on m'a accusé de lâcheté, j'ai donc décidé de me présenter* » a-t-il déclaré sans désigner officiellement Jiri Paroubek auquel il sera opposé dans la circonscription de Usti nad Labem. Martin Bursik, ancien leader du parti des Verts et ancien ministre de l'Environnement de 2007 à 2009, et Petr Gandalovic (CSSD) seront également candidats dans cette circonscription. Milos Zeman veut abolir la résolution gouvernementale de 1991 qui a instauré des limites à l'extraction du charbon dans cette ancienne région minière très affectée par le chômage. Le Parti des droits du citoyen se déclare également en faveur de la démocratie directe et opposé aux franchises médicales.

### Les autres partis

Membres des coalitions gouvernementales dirigées par Mirek Topolaneck, puis par Jan Fischer, le Parti des Verts a annoncé, le 22 mars dernier, qu'il retirait son soutien au gouvernement de Jan Fischer. Il a perdu le contrôle du ministère de l'Environnement, dont Jan Dusik était en charge, désormais placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. A la suite de ce dessaisissement, deux autres ministres verts, dont Michael Kocab, en charge des Droits de l'homme, ont démissionné de leurs fonctions.

Le Parti des Verts bénéficie pour les élections législatives du soutien de l'ancien Président Vaclav Havel, comme de celui de nombreuses personnalités du mon-

de de la culture : le mécène des arts Meda Mladkova, l'acteur Tomas Hanak ou d'anciens dissidents et écrivains comme Ivan Klima et Ludvik Vaculik.

Le leader du parti, Ondrej Liska, est candidat à Prague. Jirina Siklova, sociologue, journaliste et ancienne dissidente, se présente à Hradec Kralove et Frantisek Pelc en Bohême du centre.

Mais le Parti des Verts souffre de son image de parti divisé où deux camps s'affrontent sans que leurs disputes ne parviennent à déboucher sur un accord ou sur des solutions claires. Le parti manque d'un leader capable de réunir ses troupes et de les convaincre de la nécessité de parvenir au compromis, seule façon de peser sur les décisions politiques. Point positif : l'image d'honnêteté des Verts, véritable atout dans un pays où la corruption est encore très présente. Ainsi, le quotidien Mlada fronta Dnes a tenté de piéger les partis politiques en proposant à chacune d'entre eux un million de couronnes contre une modification de la loi sur la loterie nationale. Le représentant du Parti des Verts a été le seul à refuser ce marché.

L'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple, en dépit du départ d'une partie importante de ses membres partis fonder TOP 09, pourrait maintenir son nombre de sièges à la Chambre des députés. Le KDU-CSL bénéficie d'un soutien important dans les régions les plus agricoles. Son leader, Cyril Svoboda, a déclaré dit qu'il démissionnerait si le parti ne parvenait pas à entrer au Parlement.

À l'extrême droite, le Parti des travailleurs (DS) de Tomas Vandas, dissous en février dernier pour menaces sur la démocratie et extrémisme (il s'agit du premier cas de dissolution d'un parti politique en République tchèque depuis 1989), sera présent aux élections législatives allié au Parti des travailleurs de la justice sociale (DSSS). Il promeut des idées homophobes et racistes et une idéologie proche du national-socialisme. 4 de ses membres – Tomas Vandas, les présidents du parti Jiri Stepanek et Petr Kotab et le rédacteur en chef du journal du parti, Martin Zbeda – viennent d'être mis en examen pour promotion du néo-nazisme et discours de haine envers un groupe de personnes lors du meeting que le parti avait organisé à Brno en mai 2009.

## Élections législatives en République tchèque 28 et 29 mai 2010

Le parti Souveraineté, fondé par l'ancienne députée européenne (non inscrite) opposée au traité de Lisbonne, Jana Bobosikova, sera présent à ce scrutin. L'avocate Klara Slamova sera sa candidate à Prague. Ancienne membre du Parti civique-démocrate, elle s'est déclarée déçue par l'ODS qui, selon elle, a dévié de son programme initial, et par l'arrogance de certains de ses leaders.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut CVVM et publiée le 21 avril, le Parti social-démocrate arriverait en tête du scrutin avec 30% des suffrages devant le Parti démocrate-civique qui recueillerait 22,5% des voix. Suivraient le Parti communiste de Bohême et Moravie qui obtiendrait 13% des suffrages, TOP 09 avec 11,5% des voix et Affaires publiques, 9%. L'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple et le Parti des Verts ne passeraient pas le seuil des 5% des suffrages leur permettant d'être représentés à la Chambre des députés. Les dernières semaines ont montré un affais-

sement du soutien aux deux « *grands* » partis et une montée des « *petits* » partis.

Le Parti social-démocrate sera peut-être affecté par la démission du président de la Chambre des députés, Miloslav Vlcek (CSSD), qui a reconnu avoir enfreint la loi en remboursant en espèces un emprunt d'un million de couronnes effectué auprès de son ancien assistant (en République tchèque, tout transfert d'espèces supérieur à 500 000 couronnes est illégal).

Au vu des mouvements de ces derniers mois, et notamment de l'émergence de nouveaux partis, la composition du prochain gouvernement risque de rester incertaine y compris après l'annonce des résultats. Le Premier ministre sortant, Jan Fischer, qui a accepté le 21 avril dernier de prendre le 1<sup>er</sup> septembre prochain la vice-présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a déclaré qu'il se maintiendrait à son poste si les partis politiques ne parvenaient pas à former un nouveau gouvernement rapidement.

### Rappel des résultats des élections législatives du 2 et 3 juin 2006 en République Tchèque

Participation : 64.47%

| Partis Politique  | Nombre de voix obtenues | Pourcentages des suffrages recueillis | Nombre de sièges |
|---|-------------------------|---------------------------------------|------------------|
| <b>Parti démocrate-civique (ODS)</b>                        | 1 892 457               | 35.38                                 | 81               |
| <b>Parti social-démocrate (CSSD)</b>                        | 1 728 827               | 32.32                                 | 74               |
| <b>Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM)</b>         | 685 328                 | 12.81                                 | 26               |
| <b>Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL)</b> | 386 706                 | 7.23                                  | 13               |
| <b>Parti des Verts (CZ)</b>                                 | 336 487                 | 6.29                                  | 6                |
| <b>Démocrates européens (SNK)</b>                           | 111 724                 | 2.09                                  | 0                |
| <b>Autres</b>   | 207 429                 | 3.88                                  | 0                |

Source : Site internet électoral tchèque (<http://www.volby.cz/pls/ps2010/ps>)

#### J-7

7 jours avant  
le scrutin

8 millions de Tchèques sont appelés aux urnes les 28 et 29 mai prochains pour renouveler les 200 membres de la Chambre des députés, Chambre basse du Parlement. 6 000 Tchèques résidant à l'étranger se sont inscrits sur les listes électorales (dans certains pays, ils sont autorisés à voter s'ils possèdent une carte électorale délivrée par leur commune de résidence). Lors des dernières élections législatives des 2 et 3 juin 2006, 6 702 Tchèques de l'étranger avaient rempli leur devoir. La majorité des expatriés vivent aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Russie, en Belgique, en Australie

ou encore dans la Slovaquie voisine. Cette année comme en 2006, ils sont invités à choisir leurs députés sur les listes de la Bohême du Sud. Les Tchèques résidant à l'étranger sont autorisés à voter aux élections législatives depuis le scrutin des 14 et 15 juin 2002.

Le Parti social-démocrate (CSSD) de Jiri Paroubek a annoncé qu'il souhaitait réaliser 129 milliards de couronnes d'économies sur le budget national. Pour mettre en place cette réforme, les experts du CSSD ont travaillé à partir d'exemples internationaux. Le CSSD veut tout d'abord créer un Bureau de coordination des achats centraux qui devrait permettre d'économiser près de 15% de la somme totale, soit 19 milliards de couronnes. Mais, à côté de ce plan d'économies, le CSSD prévoit également un accroissement des dépenses sociales comme par exemple l'augmentation de l'allocation maternité (dont le montant a été réduit le 1<sup>er</sup> janvier 2010) et le développement des crèches dans les villes.

Cette dernière mesure figure aussi dans le programme du Parti démocrate-civique (ODS) conduit par Petr Necas qui a remplacé mi-avril l'ancien Premier ministre (2006-2009) Mirek Topolanek à la tête de l'ODS. Le parti souhaite légaliser la situation du parent qui reste à la maison pour s'occuper des enfants en défiscalisant la somme de 5 000 couronnes par enfant à charge. Il prévoit également de rendre le congé parental plus flexible et de soutenir le travail à temps partiel pour les parents comme pour les personnes plus âgées. L'ODS promet l'adoption de l'euro dès janvier 2015 tandis que le CSSD souhaite adopter la monnaie unique en 2016.

L'aide aux personnes âgées et la réforme des retraites (la République tchèque est l'un des rares pays de l'Union européenne à ne pas avoir réalisé cette réforme) figure au cœur du programme de tous les partis politiques. La Cour constitutionnelle a déclaré que le calcul actuel des pensions de retraites s'avérait préjudiciable aux personnes disposant des revenus les plus élevés. Selon le ministre des Finances, Eduard Janota, le nouveau système de calcul requis par la Cour accroîtrait les dépenses de l'État de dizaines de milliards de couronnes. L'État tchèque consacre chaque année 340 milliards de couronnes aux pensions de retraites.

L'ODS est favorable au financement des retraites par des sources privées ; le CSSD et le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM) souhaitent que celles-ci

soient garanties par l'État ; TOP 09 et l'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL) se prononcent également pour un financement issu de différentes sources. Le CSSD veut augmenter le minimum retraite des personnes qui vivent seules. Les communistes désirent l'augmenter pour tous à 10 000 couronnes (il est actuellement de 6 600 couronnes).

Des politologues de l'université Masaryk de Brno ont étudié les programmes de l'ensemble des partis politiques et en ont conclu que la grande majorité d'entre eux étaient positionnés au centre de l'échiquier politique (CSSD, Parti des Verts (CZ), Affaires publiques (VV) et KDU-CSL) et proposaient pour répondre aux problèmes du pays des solutions quasi similaires tandis que l'ODS et TOP 09, parti fondé en juin 2009, étaient ancrés à droite et le Parti communiste de Bohême et Moravie, à gauche.

Le Président de la République Vaclav Klaus a déclaré qu'il n'accepterait jamais de nommer un gouvernement qui reposerait sur le soutien du Parti communiste de Bohême et Moravie. « *Si vous me demandez si j'ai changé, je vous dis clairement que non* » a-t-il indiqué. En 2004, le Chef de l'État avait demandé à Stanislav Gross (CSSD), successeur de Vladimir Spidla (CSSD) au poste de Premier ministre, de produire les signatures de 101 députés non communistes prêts à soutenir son action, seule condition à laquelle le Président tchèque avait accepté de nommer le gouvernement présenté par Stanislav Gross. Selon la Constitution, du pays, le Chef de l'État peut rejeter le gouvernement ou l'un des ministres qui lui sont présentés par celui qu'il a désigné pour former le gouvernement.

« *Un accord de coopération ne pourra être discuté que si, ensemble, nous obtenons au moins 105 sièges à la Chambre des députés. Nous avons eu une mauvaise expérience avec certains députés qui ont changé de parti en cours de législature et il n'est pas bon pour gouverner de s'appuyer sur une faible majorité* » a déclaré Pavel Kovacik, chef du groupe parlementaire du KSCM. Les communistes demandent au CSSD une augmentation des dépenses sociales et la construction

de logements en échange de leur soutien. Le chef de campagne du parti à Prague, Jiri Dolejs, a déclaré que les communistes étaient prêts à soutenir les sociaux-démocrates même si ceux-ci refusaient de quitter l'OTAN, une mesure qui figurait pourtant jusqu'à il y a peu parmi les exigences formulées par le KSCM. « *Nos électeurs attendent de nous que nous concrétisions nos propositions* » a affirmé Jiri Dolejs.

Le KSCM et le CSSD gouvernent ensemble dans 5 des 14 régions du pays. La Moravie-Silésie et la région de Karlovy Vary sont dirigées par une coalition rassemblant les deux partis. En Vysocina, dans la région de Pilsen et en Bohême du centre, le Parti social-démocrate est aux commandes de gouvernements minoritaires bénéficiant du soutien des communistes. Les enquêtes d'opinion montrent cependant que la formation d'une coalition du CSSD avec le KSCM inquiète les électeurs sociaux-démocrates.

Le CSSD a décidé de boycotter trois quotidiens – Mlada fronta Dnes, Lidove noviny et Hospodarske noviny – et 2 hebdomadaires – Respekt et Reflex – qu'il accuse de « *distiller la haine en liaison avec les partis de droite* » selon les mots de son leader, Jiri Paroubek. « *Le choix de Jiri Paroubek de ne pas communiquer avec des médias qui sont lus par 1,7 million de personnes parle de lui-même* » a déclaré Jan Drazan, rédacteur en chef du Lidove noviny.

La campagne électorale a été émaillée de nombreux incidents, une violence très présente dans la vie politique tchèque depuis plusieurs mois. Le 5 mai dernier, à Brno, Bohuslav Sobotka, ancien ministre des Finances (2002-2004 et 2005-2006), vice-président du CSSD et président du groupe parlementaire, a été agressé par un homme ivre qui l'a frappé au visage, une attaque à la suite de laquelle il a dû être hospitalisé. La veille, à Slany (Bohême du centre), le CSSD a exprimé sa colère et son inquiétude après avoir découvert des affiches sur lesquelles était inscrit la phrase suivante : « *Mon nom est Jiri Paroubek et je serai bientôt le premier Président à être assassiné* ». A Kladno (Bohême du centre), des bouteilles et des saucisses ont été jetés sur des participants à un meeting électoral. Le leader social-démocrate a déclaré que ces attaques étaient la « *conséquence de la campagne de haine menée par le Parti démocrate-civique sous la direction de son direc-*

*teur de campagne, Ivan Langer* ». De son côté, Petr Necas a condamné l'utilisation d'une telle affiche mais a également indiqué que « *cela pouvait être une provocation du Parti social-démocrate lui-même* ». De même, il a affirmé après l'agression de Bohuslav Sobotka que « *cette agressivité avec tous les coups bas et toutes les attaques personnelles qu'elle porte en elle a été amenée dans cette campagne par la social-démocratie* ».

Certains combats électoraux se déroulent également devant la justice. Ainsi, Radek John, leader de la formation Affaires publiques, a déposé une plainte contre le CSSD pour « *attaques constantes dans les médias, spéculations non confirmées et déclarations mensongères de Jiri Paroubek* ». Le leader d'Affaires publiques a demandé des excuses pour propos injurieux au parti qui l'a accusé de malversations financières et de vols entre autres. Le leader social-démocrate a répondu que la procédure judiciaire ne l'effrayait pas et qu'il continuerait à informer les citoyens.

Radek John fait également face à une autre accusation, celle d'avoir reçu plusieurs millions de couronnes d'argent liquide à la fin du mois d'avril, information révélée par les quotidiens Mlada fronta Dnes et Hospodarske noviny. La loi tchèque interdit aux partis politiques de recevoir de l'argent liquide, les sommes qui leur sont versées doivent obligatoirement être déposées sur des comptes bancaires.

La formation Affaires publiques a accepté jusqu'à 500 000 couronnes de la part de ses sponsors. Au total, la somme se serait élevée à 5,9 millions de couronnes. « *Cela résulte d'une faute de notre comptable* » a affirmé Radek John qui a assuré dit que le comptable avait indiqué par erreur qu'il s'agissait d'argent liquide mais que les sommes avaient bien transitées par un compte bancaire. Une information infirmée par Vladimir Konicek, directeur du comité de contrôle des partis politique à la Chambre des députés.

Enfin, affaire plus légère au départ mais dramatique dans son dénouement, TOP 09, positionné à droite sur l'échiquier politique et dirigé par l'ancien leader du KDU-CSL, Miroslav Kalousek, fait l'objet de dizaines de plaintes après que le parti a envoyé aux électeurs une facture de 121 000 couronnes (4 700 €), soit la somme due par chaque Tchèque au titre de la dette nationale.

Certains électeurs n'ont pas compris en recevant ce papier qu'il s'agissait d'un tract de campagne souhaitant dénoncer l'importance de la dette du pays et ont cru qu'ils devaient véritablement s'acquitter d'une telle somme, ce qui a provoqué des réactions violentes dans la population, de la crise de nerfs à plusieurs véritables crises de folie.

La Conférence des évêques a retiré son soutien au KDU-CSL les 28 et 29 mai prochain, les catholiques craignent que le leader du parti, Cyril Svoboda, choisisse de s'allier avec le CSSD à l'issue du scrutin. Les évêques ont indiqué que leur préférence allait au parti TOP 09.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut CVVM, le Parti social-démocrate (CSSD) arriverait en tête des élections législatives avec 30,5% des suffrages. Il serait suivi du Parti démocrate-civique

(ODS) qui recueillerait 19% des voix – c'est la première fois depuis 2006 que l'ODS tombe au-dessous des 20% de suffrages – de TOP 09, qui obtiendrait 14% des voix, du Parti communiste de Bohême et Moravie (13%) et d'Affaires publiques (11,5%). Le Parti des Verts et le KDU-CSL ne parviendraient pas à recueillir les 5% de suffrages exprimés indispensables pour être représentés au Parlement. Le Parti des droits du citoyen (SPO), fondé par l'ancien Premier ministre (1998-2002), Milos Zeman, n'obtiendrait que 2% des voix.

La campagne électorale a démarré le 12 mai dernier dans les médias. « Cela n'influence pas les Tchèques » affirme l'analyste politique Daniel Kunstat qui indique que les partis souffrent toutes d'un manque de créativité : « Les partis manquent d'esprit et d'ironie. A l'exception de TOP 09, ils prennent les choses avec trop de sérieux ».

Si le Parti social-démocrate (CSSD) est arrivé en tête des élections législatives organisées en République tchèque les 28 et 29 mai, en recueillant 22,08% des suffrages et en remportant 56 sièges (un résultat très au-dessous de ce que présidaient les enquêtes d'opinion), les forces de droite apparaissent comme les véritables vainqueurs du scrutin. Le Parti démocrate-civique (ODS) a obtenu 20,22% des voix (53 sièges), Tradition, responsabilité, prospérité 09 (TOP 09), dirigé par Karel Schwarzenberg, a recueilli 16,7% des suffrages (41 sièges) et le Parti des Affaires publiques (VV) de Radek John, 10,88% (24 sièges).

Le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM) a obtenu 11,27% (26 sièges). « 20 ans après novembre 1989, c'est la première fois que le Parti communiste de Bohême et Moravie n'obtient pas la 3e place des élections législatives et nous en sommes très heureux » s'est félicité Karel Schwarzenberg, président de TOP 09. « Battre les communistes était notre rêve secret » a déclaré Miroslav Kalousek, ancien leader de l'Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL) et actuel leader du groupe parlementaire de TOP 09.

Deux partis sont exclus de la Chambre des députés : le KDU-CSL, qui a pâti de l'émergence de TOP 09 qu'ont rejoint plusieurs de ses anciens membres, qui a recueilli 4,39% des voix et le Parti des Verts (CZ), victime de ses divisions ainsi que de ses 3 années au gouvernement (2006-2009) durant lesquelles il n'a pas concrétisé les promesses dont il était porteur, qui a obtenu 2,44% des voix. Le Parti des droits du citoyen (SPO), fondé en octobre 2009 par l'ancien Premier ministre social-démocrate (1998-2002) Milos Zeman, a également échoué à passer la barre des 5% des suffrages exprimés obligatoires pour être repré-

senté à la Chambre des députés et a recueilli 4,33% des voix.

Les forces de gauche (CSSD et KSCM) ont remporté ensemble 82 sièges pour 118 aux forces de droite (ODS ; TOP 09 et Affaires publiques).

La participation s'est élevée à 62,60%, soit -1,87 point que celle enregistrée lors du précédent scrutin législatif des 2 et 3 juin 2006. Prague, Karlovy Vary et la Bohême de l'Ouest ont été, comme 4 ans auparavant, les régions qui se sont les plus fortement mobilisées.

Les partis de droite semblent bien placés pour former la prochaine coalition gouvernementale. La tradition qui

## RÉSULTATS

veut que le Président de la République charge le dirigeant du parti arrivé en tête de former un gouvernement, pourrait bien être bousculée. Le leader du CSSD, Jiri Paroubek, a d'ailleurs annoncé qu'il démissionnera de son poste dans les jours à venir. « *On ne peut pas appeler cela un succès* » a-t-il déclaré à propos des résultats recueillis par son parti, ajoutant : « *les gens ont choisi la direction dans laquelle la République tchèque avancera et celle-ci est différente de celle que le CSSD leur proposait. Le pays s'achemine donc vers une coalition de centre-droit* ». Les sociaux-démocrates ont certainement pâti de l'impopularité suscitée par l'ancien Premier ministre (2005-2006) Jiri Paroubek au sein de la population. « *Le parti a besoin d'un nouveau départ* » a déclaré ce dernier en annonçant sa démission, précisant que l'ancien ministre des Finances et actuel vice-président du parti, Bohuslav Sobotka, pourrait le remplacer.

Cyril Svoboda, leader du KDU-CSL, Ondrej Liska, chef des Verts et Milos Zeman, leader du Parti des droits du citoyen, ont également démissionné de leurs fonctions.

*Petr Necas, leader de l'ODS, a indiqué que la démission du leader social-démocrate pourrait conduire à un « apaisement du style de confrontation » sur la scène politique tchèque. Il s'est félicité que l'ODS dispose d'une « forte chance de former une coalition de responsabilité budgétaire, une coalition responsable, une coalition dont le pays a besoin par ces temps difficiles, une coalition à laquelle nous sommes prêts ».* « *Ce serait une bonne nouvelle pour la République tchèque et pour ses citoyens* » a-t-il souligné, arguant que les Tchèques avaient montré par leur vote qu'ils souhaitent régler le problème de l'endettement du pays. « *Cela devrait être la tâche clé du futur gouvernement* » a insisté Petr Necas. Selon Jaroslav Plesl, éditeur au quotidien *Hospodarske Noviny*, la crainte de voir la République tchèque devenir « la Grèce de l'Europe centrale » a été néfaste au CSSD qui durant la campagne électorale s'est prononcé en faveur d'une hausse des dépenses publiques et des allocations sociales. « *La crise grecque a été décisive pour ces élections législatives en attisant la peur que la politique menée par les sociaux-démocrates ne transforment le pays en une autre Grèce* » a-t-il déclaré.

Les Tchèques ont indéniablement exprimé leur lassitude à l'égard des deux « grands » partis tchèques,

à savoir le CSSD et l'ODS qui ensemble ont obtenu leur plus faible score depuis 1996. « *Les résultats de ces élections législatives constituent un choc. C'est une grande victoire pour la droite et une défaite pour la gauche, principalement pour les sociaux-démocrates* » a déclaré l'analyste politique Milan Znoj. « *Les Tchèques ont montré leur mécontentement à l'égard de la forte polarisation de la scène politique initiée, selon eux, par les 2 principaux partis du pays. Il est évident que les électeurs ont choisi de donner leur chance aux nouveaux partis* » a souligné le politologue et directeur de la New York University de Prague, Jiri Pehe. « *Le message de ras-le-bol que les électeurs veulent envoyer aux 2 grands partis est clair. Mais portera-t-il ses fruits ? En 2006, la création du gouvernement a pris 9 mois. Et si nous avons à nouveau des difficultés à former une coalition, il y aura encore plein de petits arrangements plus ou moins licites tout ce qui révolte les électeurs* » s'inquiète Jan Hartl, directeur de l'institut d'opinion STEM.

Fondé en juin 2009, TOP 09 regroupe des personnalités connues des Tchèques. Le parti est dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères (2007-2009), Karel Schwarzenberg ; Miroslav Kalousek, qui en est le fondateur et le leader du groupe parlementaire, a dirigé le KDU-CSL entre 2003 et 2006.

Fondé en 2001 comme un groupe local et dirigé par l'ancien journaliste d'investigation Radek John, Affaires publiques (VV) est un parti moins connu. Son leader est avec 61% d'opinions positives le responsable politique tchèque le plus populaire selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut STEM mi-avril. Si son programme est plus obscur que celui de TOP 09 (VV a fait du combat contre les « dinosaures politiques » l'un des principaux points de son programme), le parti s'est déclaré davantage intéressé par une participation à une coalition gouvernementale de droite que par une alliance avec les partis de gauche. Radek John a annoncé la priorité de son parti et ses conditions pour participer à un gouvernement : l'adoption d'une véritable stratégie anti-corruption et le transfert de 10 milliards de couronnes du budget de la Défense vers l'Éducation. « *Nous ne voulons pas suivre l'exemple de « petits » partis qui ont abandonné leurs principes pour des postes ministériels* » a-t-il déclaré.

La République tchèque, pays dirigé depuis le 8 mai 2009 par un gouvernement d'experts, devrait donc être prochainement gouvernée par une coalition gouvernementale de droite, rassemblant l'ODS, TOP 09 et probablement VV, que dirigerait Petr Necas, leader dde l'ODS, même si la démission de Jiri Paroubek laisse ouvertes d'autres possibilités de coalition comme par exemple celui d'un gouvernement de grande coalition pour résoudre plus vite la question de la dette publique. « Je suis quasiment persuadé que nous serons bientôt gou-

vernés par une coalition de droite et que nous aurons, pour la première fois depuis 1996, un gouvernement qui bénéficiera d'une solide majorité. Cela signifie également que celui-ci aura un programme de droite cohérent qui aura à cœur de réaliser des économies budgétaires » a déclaré Jiri Pehe. « Je ne sais absolument pas quel gouvernement nous aurons parce que je n'ai aucune idée de ce qu'est en réalité Affaires publiques. Et le gouvernement, s'il voit le jour, dépendra de ce parti » a souligné le politologue Bohumil Dolezal.

### Résultats des élections législatives des 28 et 29 mai 2010 en République tchèque

Participation : 62,60%

| Partis politiques   | Nombre de voix | Pourcentages des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|---|----------------|---------------------------------------|--------------------------|
| <b>Parti social-démocrate (CSSD)</b>                        | 1 155 267      | 22,08                                 | 56                       |
| <b>Parti démocrate-civique (ODS)</b>                        | 1 057 792      | 20,22                                 | 53                       |
| <b>Tradition, responsabilité, prospérité 09 (TOP 09)</b>    | 873 833        | 16,70                                 | 41                       |
| <b>Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM)</b>         | 589 765        | 11,27                                 | 26                       |
| <b>Affaires publiques (VV)</b>                              | 569 127        | 10,88                                 | 24                       |
| <b>Union chrétienne-démocrate-Parti du peuple (KDU-CSL)</b> | 229 717        | 4,39                                  | 0                        |
| <b>Parti des droits du citoyen (SPO)</b>                    | 226 527        | 4,33                                  | 0                        |
| <b>Souveraineté (S)</b>                                     | 192 145        | 3,67                                  | 0                        |
| <b>Parti des Verts (CZ)</b>                                 | 127 831        | 2,44                                  | 0                        |
| <b>Autres</b>   | 208 885        | 3,91                                  | 0                        |

Source : Site internet électoral tchèque (<http://www.volby.cz/pls/ps2006/ps>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.